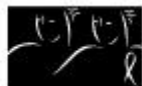


Canadian AIDS Society



Société canadienne du sida



Interagency Coalition on AIDS and Development



Coalition interagence sida et développement



Canadian Association for HIV Research  
l'Association canadienne de recherche sur le VIH



Centre canadien de documentation sur le VIH/sida  
UN PROGRAMME DE  
l'Association canadienne  
de santé publique



Canadian HIV/AIDS Clearinghouse  
A PROGRAM OF THE  
Canadian Public Health Association

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate  
29 novembre 2001

## **La réaction canadienne au VIH-sida est insuffisante – au pays et dans le monde**

*Le Canada a signé la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida  
mais il ne respecte pas les engagements qui en découlent.*

CONFÉRENCE DE PRESSE

Journée mondiale du sida, 30 novembre 2001 – 11h00  
Pièce 130S, Édifice du Centre, Colline parlementaire

OTTAWA— En juin 1981, des chercheurs des États-Unis ont rapporté les premières preuves cliniques d'une maladie qui allait prendre le nom de Syndrome d'immunodéficience acquise, ou SIDA. La Journée mondiale du sida, ce 1<sup>er</sup> décembre 2001, marque vingt ans de VIH-sida. Alors que les activistes du Canada et du monde entier soulignent cet important jalon de l'histoire, ils réfléchissent à une année qui a apporté à la fois de grandes réalisations et de grands reculs, dans la lutte contre le VIH-sida.

Le 30 novembre, les représentants et représentantes d'une diversité d'organismes nationaux et internationaux de lutte contre le sida se réuniront sur la Colline parlementaire pour donner une conférence de presse à l'occasion de la Journée mondiale

du sida de 2001. Ils y mettront en relief certains des défis auxquels le Canada est confronté, dans sa lutte contre cette épidémie, au pays et à l'échelle internationale.

Cette année, le Canada est devenu signataire de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida, adoptée par les Nations Unies au terme d'une Session extraordinaire de l'Assemblée générale (UNGASS) tenue à New York du 25 au 27 juin 2001. L'adoption de cette Déclaration est d'une importance cruciale : elle exprime la reconnaissance internationale d'une crise mondiale. Cependant, comme le déplore Michael O'Connor, directeur général de la Coalition interagence sida et développement : « Une action grandement intensifiée est nécessaire, pour lutter contre l'épidémie de VIH/sida au Canada et dans le monde ». La délégation du Canada à l'UNGASS sur le sida a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la Déclaration. « Mais, jusqu'ici, le Canada a lamentablement échoué à remplir ses engagements », ajoute M. O'Connor.

Pendant l'UNGASS, le Secrétaire général Kofi Annan a exhorté les gouvernements à consacrer annuellement une somme de 7 à 10 milliards \$ (US) à la lutte mondiale contre le sida. « Le Canada, même s'il est l'un des sept pays les plus riches au monde, a annoncé qu'il ne verserait que 150 millions \$ (CAD) étalés sur quatre ans » constate Ralf Jürgens, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « La population du Canada étant de plus de 30 millions de personnes, notre contribution est donc de moins de 1.25 \$ par personne – soit le prix d'une tasse de café – par année. Nous exhortons le Canada à donner suite à ses paroles. »

En plus de trahir ses engagements internationaux, le Canada échoue à réagir adéquatement à l'épidémie de VIH-sida sur son territoire. Un récent rapport commandé par Santé Canada est arrivé au constat que l'investissement du Canada dans la réaction domestique au VIH/sida est insuffisant. Le rapport, intitulé *Faire le point : Évaluation de la pertinence de l'investissement du gouvernement du Canada dans la Stratégie canadienne sur le VIH/sida*, conclut que la Stratégie canadienne sur le VIH/sida a un besoin important de fonds supplémentaires, si l'on espère qu'elle soit efficace sur quelque plan que ce soit. « Le financement fédéral pour la lutte contre le VIH-sida n'a pas augmenté depuis le début des années 1990, tandis qu'on a vu doubler le nombre de personnes vivant avec le VIH-sida et que, chaque année, plus de 4 000 Canadiens et Canadiennes contractent le VIH », déplore Sharon Baxter, directrice générale de la Société canadienne du sida. « Les fonds pour la lutte contre le sida sont devenus honteusement insuffisants, si l'on examine ce que nous avons à faire : intensifier les efforts de prévention, fournir de meilleurs soins et traitements aux personnes vivant avec le VIH, mieux les soutenir, rehausser la recherche, et protéger les droits de tous les Canadiens-ne-s vivant avec le VIH ou affectés autrement par l'épidémie », ajoute-t-elle.

« En devenant signataire de la Déclaration d'engagement sur le sida, aux Nations Unies, le Canada s'est engagé à faire preuve de volonté politique et à consacrer les ressources monétaires nécessaires à la lutte contre l'épidémie de VIH/sida, ici même et dans le monde », conclut Louise Binder, présidente du Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements. « En ce jour, nous exhortons le Gouvernement du Canada à faire

preuve, par ses actes et pas seulement en paroles, d'un réel engagement à répondre de manière efficace au VIH/sida, chez nous et dans le monde. »

**-30-**

**Pour information, s.v.p. communiquer avec  
Liz Scanlon, agente des relations médiatiques, Société canadienne du sida  
Tél. : (613) 230-3580(poste 119), cellu. : (613) 724-9540**